

## La vérité sur la privatisation de France télécom

### Lettre pour un cheminot

Si je suis avec vous aujourd'hui, c'est pour deux raisons. Tout d'abord parce qu'il y a beaucoup de similitudes entre nos deux entreprises, de grandes entreprises de service public, qui opèrent dans le domaine des infrastructures et qui ont fait la fierté de notre pays. Mais c'est surtout parce que dans le débat sur la réforme ferroviaire, on présente régulièrement le changement de statut de France télécom comme une réussite et un exemple à suivre.

Notre histoire à nous elle commence en 1990 puis en 1992 avec le rapport Prévost (notre rapport Spinetta à nous) qui préconise la l'éclatement des PTT et la création de deux entreprises La Poste et France Télécom.

A cette époque, le ministre Quilès, porteur de cette réforme ( Rocard Quilès) à écrit officiellement cette promesse : *«le service public est notre bien commun, tout idée de privatisation est totalement étrangère à ma démarche et celle du 1<sup>er</sup> ministr.... En 199..... l'ouverture à la concurrence du secteur est actée, En 1996 France Telecom est transformée en société anonyme à capitaux 100% publics, Il ne leur aura fallu qu'un an, en 1997 pour engager l'ouverture du capital aux marchés financiers. il est utile de se rappeler les arguments utilisés : « C'est pour nous préparer à la concurrence, cela va favoriser l'emploi, cela va permettre de développer l'investissement. »*

Suite à sa mise sur le marché, France télécom se lance dans une boulimie d'investissements financiers, avec notamment le rachat d'Orange UK (Opérateur Anglais) pour près de 50 milliards d'euros et Mobilcom, opérateur Allemand achetés à fonds perdus pour 10 milliards d'Euros . Après avoir participé à la constitution de ce qu'on appellera la bulle financière internet, France télécom sera emporté dans son explosion en 2000. En 2001, soit quatre ans après l'ouverture du capital, France télécom est l'entreprise la plus endettée du monde avec 70 milliards de dette. A ce moment la question du dépôt de bilan est posée.

Cet endettement fait alors peser sur France télécom des frais financier de 5 milliards d'euros par an. S'en suit alors une série de réorganisations qui nous conduiront à la crise sociale de 2009 ou près d'une cinquantaine de collègues qui décideront de mettre fin à leurs jours en quelques Mois. Perte de sens, perte du sens de la mission, l'objectif n'est alors plus de faire de la qualité mais de lutter contre là « sur-qualité ». C'est très concrètement la personne âgée que ne l'on dépanne plus dans la journée, ce sont désormais les interventions que l'on doit facturer.

Aujourd'hui, plus de 20 ans après l'ouverture à la concurrence quel est le bilan ?

- On nous avait promis le développement de l'emploi. Il y avait en 1997 plus de 170000 salariés à France Telecom, il en reste 85 000 à orange, soit la moitié des effectifs supprimés. L'ensemble des opérateurs présent un peu plus de 100000 salariés, ce sont donc 70000 emplois qui ont été détruit sur le secteur.
- Chez Bouygues on est passé de 8000 à 5000 effectifs, chez SFR de 13000 à 8000....
- On nous avait promis des investissements, sur les 20 milliards d'euros du plan très haut débit, (FTTH), les deux tiers seront à charge des collectivités, c'est-à-dire de l'impôt. C'est 1000 euros d'impôt par foyer fiscal imposable qui seront prélevé pour palier aux manques des opérateurs.
- On nous avait promis une meilleure reconnaissance de nos qualifications avec la convention collective nationale des télécoms (CCNT), on est passé des agents des lignes sous statut

public, au recours à la soustraction puis à des travailleurs détachés avec des conditions de vie, de travail, de salaire indigne. Nos centres d'appel ont par exemple eux aussi été massivement délocalisés, notamment en Afrique du nord, pour des « raisons économiques » ...

- On nous avait promis une baisse des prix, le budget télécom des ménages est passé de 3 à 6% sur les 25 dernières années.
- On nous avait promis une meilleure qualité de service, là où on vous dépannait dans les 48 heures, voire dans la journée, il faut parfois attendre plus de quinze jours. Nous étions dans les années 90 le premier pays du monde en termes de couverture haut débit (ADSL), grâce à la qualité du réseau cuivre construit par la puissance publique, nous sommes d'après l'OCDE désormais au 44<sup>e</sup> rang pour la couverture en très haut débit (débit supérieur à 30 méga). Le bilan de la privatisation, c'est aussi l'apparition de la fracture numérique.
- Dans le même temps la recherche a été sacrifiée. Ce qui faisait la fierté de notre industrie, l'invention de la commutation temporelle, de la fibre, du Minitel, comme pour les chemins de fer la mise en place du TGV, est désormais un vestige du passé. Nous sommes désormais loin à la remorque de l'Asie et de l'Amérique du Nord.
- C'est toute une industrie qui a été détruite, nos partenaires, Sagem, Alcatel, Thomson ont été laminés, comme en Europe Nokia, Siemens télécom ou Ericsson. C'est la même logique qui s'est imposée pour le démantèlement d'Alstom dont le dernier coup de grâce fut donné par un ministre de l'économie qui s'appelait Emmanuel Macron.
- Si Orange (20 milliards) et SFR (50 milliards) sont les 2 entreprises les plus endettées du secteur ce n'est pas à cause de l'investissement mais à cause de leurs dépenses capitalistiques à travers le monde.

Alors pourquoi estime-t-il que cette privatisation soit réussie ? Pourquoi nous montre-t-il en exemple ?

- A Orange, c'est plus de 45 milliards de dividendes qui ont été versés depuis 1997, 27 milliards les 10 dernières années, soit la quasi-totalité du résultat net. 40 milliards de frais financiers (intérêt bancaire) ont également été versés aux établissements financiers. Sur notre secteur, c'est plus de 60 milliards d'euros de dividendes versés et deux milliardaires dans le top 10 des fortunes françaises qui ont émergé (Drahi et Niel)
- Le bilan de l'ouverture du marché des télécoms à la concurrence, c'est plus de 100 milliards d'euros versés aux marchés financiers, de l'autre côté du sang et des larmes pour les salariés (voire la situation de SFR ou Free). Alors votre combat, ce n'est pas uniquement celui de la défense d'un statut, mais celui de l'intérêt général, pour que ce pays et ses citoyens puissent partout bénéficier d'infrastructures ferroviaires de haut niveau.

Annexe :

Précision : ne paraisse pas dans les 60 milliards de dividendes ceux de free et Bouygues, qui sont dans des groupe intégrés et dont il est difficile d'extraire la partie operateur. C'est donc une estimation à minima ...

### Evolution Effectif France Télécom/Orange entre 2000 et 2016

2000 : Fonctionnaire : 131215 – ACO : 15835 – Total : 147050

2016 Fonctionnaire : 47090 – ACO : 45476 TOTAL : 92566

Diff 2000/2016 : -84125 Fonctionnaire ; +29641 ACO Total : -54484

### Evolution effectifs du secteur

